

## *Le Président*

Les Renaudes

83210 SOLLIES-PONT

Tél. : 04 94 33 68 38

Fax : 04 94 33 35 25

Port : 06.09.78.58.92

[www.pied-noir.eu](http://www.pied-noir.eu)

[gabriel.mene@wanadoo.fr](mailto:gabriel.mene@wanadoo.fr)

Le 30 mai 2014

### **COMMUNIQUE DE PRESSE**

*L'ALN sur les Champs Elysées le 14 juillet 2014 ?*

Un certain nombre de bruits circulent à l'heure actuelle sur une participation éventuelle de l'ALN (armée algérienne) au défilé du 14 juillet 2014. L'invitation aurait été faite par M. Kader ARIF, Secrétaire d'Etat aux Anciens Combattants lors de sa dernière visite à Alger.

Alors que des centaines de milliers de familles françaises restent aujourd'hui spoliées par l'Etat Algérien, alors que des milliers de familles françaises de toutes confessions restent aujourd'hui meurtries par le souvenir d'assassinats, de tortures ou d'exactions perpétrées par cette même armée algérienne sans qu'il n'y ait eu de la part des autorités algériennes un début d'admission ou de repentance, alors que les cimetières français en Algérie ont été souillés et vandalisés, alors que l'Etat français cherche à effacer le souvenir même de la présence française en Algérie avec la disparition des organismes MIR et ANIFOM, cette présence serait une attaque directe adressée à la communauté des français d'Algérie, repliés ou rapatriés en France. Par conséquent l'USDIFRA s'élève fermement contre ce projet s'il était confirmé.

Les organes dirigeants de l'USDIFRA se détermineront, le cas échéant, sur la réponse appropriée qu'il conviendrait d'apporter à cette présence choquante de l'Armée algérienne, tortionnaire de milliers de français sur les Champs Elysées un jour de Fête Nationale.

L'USDIFRA a été créée en août 1965 quand de nombreux rapatriés d'Algérie ont connu de grosses difficultés morales et matérielles de réinstallation après leur exode forcé.

Depuis sa création, elle s'est fixée pour mission de défendre essentiellement leurs intérêts matériels, ce qui a permis d'atténuer certaines difficultés matérielles et morales de réinstallation qu'ils rencontraient. Cette action concernant la réinstallation est toujours en cours aujourd'hui.

L'USDIFRA a aussi été à l'origine de l'action judiciaire collective devant la commission internationale des Droits de l'Homme de l'ONU.

